

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 03/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MONT-SAINT-AIGNAN ENERGIE VERTE**

43 avenue du Mont aux Malades  
76130 Mont-Saint-Aignan

Références : UDRD.2025-07-T-396  
Code AIOT : 0005805764

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement MONT-SAINT-AIGNAN ENERGIE VERTE implanté Rue du Tronquet 76130 Mont-Saint-Aignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a lieu dans le cadre d'une action nationale sur les appareils de combustion de taille moyenne.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONT-SAINT-AIGNAN ENERGIE VERTE
- Rue du Tronquet 76130 Mont-Saint-Aignan
- Code AIOT : 0005805764
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CORIANCE exploite sur le site MAEV une chaufferie urbaine, pour le compte de la Métropole Rouen Normandie. La chaufferie comprend deux sites ICPE : un site soumis à déclaration (chaudière biomasse), et un site soumis à autorisation (chaudières au gaz, avec secours au fioul, et moteurs de cogénération). C'est ce premier site qui est concerné par le présent rapport, il est composé des appareils de combustion suivants :

-1 chaudière biomasse (chaudière n°5) d'une puissance de 8.9MW fonctionnant au bois et mis en service en 2016.

-1 chaudière biomasse (chaudière n°6) d'une puissance de 6.7MW fonctionnant au bois et mis en service en 2016.

La puissance thermique nominale est de 15.6MW (la puissance déclarée sur le récépissé de déclaration du 20 novembre 2013 est quant à elle de 16.361 MW.)

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Combustion

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 30/12/1899, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
3	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	Sans objet
4	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet
5	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra apporter une action corrective au point de contrôle n°1 en mettant à jour son registre MCP. Il n'est pas relevé de non-conformité sur les autres prescriptions applicables au site.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Registre MCP**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/12/1899, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b>
R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

### **Constats :**

L'exploitant a bien communiqué à l'autorité compétente le nom, le siège social de l'exploitant, l'adresse du lieu où l'installation est implantée. Le type d'installation de combustion y est bien inscrit ainsi que les combustibles pouvant être utilisés. Le code NACE est bien référencé, le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne également.

Il est indiqué sur le registre une puissance thermique nominale de l'installation de 17,8 MW. L'installation comporte :

- chaudière bois n°5 : une chaudière biomasse de 8,9 MW mise en service en 2016

<p>-chaudière bois n°6 : une chaudière biomasse de 6,7 MW mise en service en 2016</p> <p>Ces deux chaudières servent de base de production au réseau de chaleur de Mont Saint Aignan. Le jour de l'inspection, du fait d'une faible demande, une seule chaudière était en fonctionnement à une puissance de 2MW.</p> <p>À noter que le registre MCP comporte également un appareil de combustion de 2,2 MW où n'était renseigné ni le type d'appareil de production, ni le combustible utilisé. Après explication de l'exploitant, il s'agit en fait du condenseur de fumées (qui permet de récupérer la chaleur contenue dans les fumées issues de la combustion) et qui bien qu'inscrit, n'influe pas sur la puissance thermique nominale de l'installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le condenseur de fumées n'étant pas un appareil de combustion, celui-ci n'influençant pas la puissance thermique nominale de l'installation, l'exploitant peut le retirer du registre MCP. Seules les deux chaudières sont à inscrire au registre MCP. La puissance thermique nominale est donc de 15.6MW.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

## N° 2 : Combustible

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.</p> <p>Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux chaudières rue Tronquet utilisent uniquement du combustible biomasse.</p> <p>Dans son récépissé de déclaration, l'exploitant se déclare sous la rubrique n°2910-A2. Cette rubrique implique l'utilisation de biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, produits connexes de scierie, chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse ou de la biomasse issue des déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant a indiqué utiliser principalement de la plaquette forestière pour ses chaudières (100% en 2023 et 2024) , car c'est ce type de biomasse qui détient, selon lui, le meilleur rendement. Cependant, l'exploitant utilise parfois et notamment en 2025 un mix comprenant un pourcentage de bois sortis du statut de déchet (SSD) avec un pourcentage de plaquette forestière.</p>

<p>Lorsque l'unique fournisseur approvisionne l'exploitant avec un combustible biomasse qui contient un pourcentage de bois issu SSD, il accompagne sa livraison d'une "attestation de conformité aux critères de sortie du statut de déchet pour les broyats de bois d'emballages". Sur celle-ci est notamment mentionnée : "broyat de bois d'emballage" et la proportion de ce même broyat dans le lot de combustible. L'autre proportion étant de la plaquette forestière. Le fournisseur atteste que son mix est conforme à la définition de la biomasse telle que prévue par la rubrique 2910-A et "certifie que les renseignements ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi et que le broyat de bois d'emballages du présent lot a été produit conformément aux exigences définies à l'arrêté ministériel du 29 juillet 2014 définissant les critères de sortie de statut de déchet pour les broyats de bois d'emballages."</p> <p>Par ailleurs, et postérieurement à l'inspection, l'exploitant a également transmis à l'inspection la certification du fournisseur de combustible de son système de gestion de la qualité pour les activités de fourniture de combustible bois dont le bois d'emballage SSD.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Conformité aux VLE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Action si non respect VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rejets sont conformes aux valeurs limites d'émissions (VLE) sur les deux derniers contrôles des émissions atmosphériques en février 2025 et février 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Mesure périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français</p>

<p>d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien fait effectuer conformément à la prescription, un contrôle par un organisme accrédité COFRAC du flux et des concentrations en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub>, CO en dioxines et furanes dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Système de traitement des fumées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NO<sub>x</sub> pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation dispose de deux types de dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un filtre multicyclone qui permet l'élimination des grosses particules de combustion</li> <li>• Un filtre à manche qui permet de diminuer les rejets de particules fines.</li> </ul> <p>Tout d'abord, l'exploitant déclare s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs grâce à la baie d'analyse qui permet de suivre en continu les rejets en poussières. Une augmentation brutale des rejets de poussières serait synonyme d'un dysfonctionnement d'un ou des systèmes.</p> <p>De plus, concernant le filtre multicyclone, l'exploitant s'assure de son bon fonctionnement par</p>

une maintenance régulière ainsi qu'à la vitesse de remplissage de la benne. Concernant les filtres à manches, un contrôle est régulièrement réalisé afin de s'assurer du bon état des manches. La chaudière n°6 a fait l'objet d'un contrôle en 2024. Ce contrôle comprenait un test d'étanchéité à la poudre fluorescente, une inspection et un prélèvement de manches pour analyse en laboratoire. Le rapport a d'ailleurs été transmis à l'inspection et celui-ci ne fait pas état d'un dysfonctionnement particulier même si il appelle l'exploitant à "*Surveiller de près l'évolution de la perte de charge du filtre, car c'est ce paramètre qui déclenchera le remplacement des manches.*" La chaudière n°5 doit quant à elle, faire l'objet du même type de contrôle lors de l'été 2025.

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'en cas de mauvais état des filtres à manche, la chaudière se met en arrêt. En cause, une surpression due aux difficultés pour évacuer les fumées.

**Type de suites proposées :** Sans suite